CUPE·SCFP Canadian Union of Public Employees
Syndicat canadien de la fonction publique

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7 (613) 237-1590, Fax/Téléc.: (613) 237-5508, cupemail@cupe.ca / courriel@scfp.ca / cupe.ca / scfp.ca

Février 2012

DESTINATAIRES : LES ORGANISMES À CHARTE DU SCFP

Journée mondiale de l'eau : Solidarité et action, chez nous et dans le monde

Consœurs et confrères,

Les militants du droit à l'eau, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde, se mobilisent pour souligner la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars. Nous profitons de cette journée pour célébrer nos victoires et réfléchir aux défis qui nous attendent en 2012.

Au pays, les membres du SCFP agissent dans les campus et dans leurs milieux pour promouvoir la valeur des services publics d'eau potable et mettre fin à la vente et à la distribution d'eau embouteillée par l'entremise de la coalition *Oui au robinet*. La campagne dure toute l'année, avec une journée particulière (Journée sans eau embouteillée, le 15 mars) consacrée à l'action collective. Votre section locale peut agir en visitant www.backthetap.ca.

Par leur engagement et par de nombreux autres moyens, les membres du SCFP protègent les services publics d'eau contre la privatisation. Pendant que le gouvernement fédéral continue de sous-financer les infrastructures et de promouvoir les services d'eau à but lucratif, nous pouvons miser sur l'échec des projets de privatisation de l'eau à Abbotsford, Colombie-Britannique et sur l'île de Vancouver. En effet, le SCFP s'est joint à des membres de coalitions Eaux aguets qui ont empêché la réalisation de deux projets de partenariats public-privé, dont l'un qui était solidement appuyé par le gouvernement fédéral et sa division de la privatisation, PPP Canada Inc.

PPP Canada fait pression en faveur de la privatisation des services publics des eaux potables et usées, en ciblant tout particulièrement les municipalités à court d'argent qui peinent à se conformer à toutes leurs obligations. Cette pression en faveur de la privatisation s'intensifiera avec l'entrée en vigueur du nouveau Règlement fédéral sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées. Le gouvernement fédéral n'a promis aucun financement pour les travaux de mise à niveau des usines d'épuration qui seront nécessaires pour répondre à ces normes de traitement beaucoup plus élevées, ouvrant ainsi la porte à la privatisation.

Le SCFP se mobilise à l'interne et avec ses alliés pour lutter contre la prestation à but lucratif des services d'eaux potables et usées. Cette lutte se mènera collectivité par collectivité et s'appuiera sur notre modèle efficace de coalition Eaux aguets. Et nous la mènerons aussi sur la scène fédérale, en collaboration avec nos alliés du Parlement, pour dénoncer le vrai coût de la privatisation de l'eau et exiger des solutions publiques à la crise de l'infrastructure. Vous pouvez en savoir plus en allant à http://scfp.ca/eau .

.../2

PAUL MOIST – National President / Président national CHARLES FLEURY – National Secretary-Treasurer / Secrétaire-trésorier national

TOM GRAHAM – FRED HAHN – DANIEL LÉGÈRE – LUCIE LEVASSEUR – BARRY O'NEILL – General Vice-Presidents / Vice-présidents généraux

RECYCLED Paper FSC FSC® C101537

R01

La réponse aux besoins en eau des Premières Nations fait aussi partie de nos priorités. Nous explorons, avec des membres des communautés autochtones, des moyens d'action concrets pour améliorer l'accessibilité à une eau potable salubre et à des services d'assainissement sur les réserves dans le but de mettre fin à une situation scandaleuse et inacceptable. Nous voulons notamment aider nos membres autochtones à obtenir la formation et les compétences nécessaires pour devenir eux-mêmes des opérateurs de services d'eau. Nous ferons aussi pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il agisse immédiatement pour mettre fin à la crise de l'eau dans les réserves.

Sur la scène internationale, l'année sera tout aussi cruciale, avec la poursuite des négociations de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Ce nouvel accord de commerce favorisera et enchâssera dans un contrat la privatisation des services d'eaux potables et usées du Canada. Le SCFP et ses alliés veulent que l'eau et d'autres services vitaux soient soustraits aux dispositions de l'AECG et un nombre croissant de municipalités exigent d'être exemptées de l'ensemble de l'accord. Pour en savoir plus et vous mobiliser, visitez http://scfp.ca/aecg.

Le SCFP s'élèvera aussi contre la pression mondiale en faveur de la privatisation de l'eau au sixième Forum mondial de l'eau, qui aura lieu en France au mois de mars. Organisé par les multinationales des eaux Veolia et Suez, le forum repose essentiellement sur un réseau d'entreprises qui privilégient la privatisation pour régler les problèmes d'eau dans le monde. Le SCFP participe à la résistance organisée à chaque Forum mondial de l'eau depuis 2000 et, dans le cadre d'activités parallèles, il collaborera avec l'Internationale des services publics, le Conseil des Canadiens et le mouvement mondial du droit à l'eau pour contester les visées pro-privatisation du forum officiel et promouvoir des solutions publiques.

Les Nations Unies ont choisi l'eau et la sécurité alimentaire comme thème de la Journée mondiale de l'eau de 2012 – un rappel des inégalités économiques et sociales fondamentales auxquelles il faut s'attaquer mondialement pour assurer le droit à l'eau et à la nourriture de tous les êtres humains de la planète. Un monde meilleur est non seulement possible, il est nécessaire.

Pour la Journée mondiale de l'eau, mais aussi tous les autres jours de l'année, le SCFP est fier de contribuer à la protection et à l'amélioration des services publics d'eau – et de faire pression en faveur de la mise en place de ces services là où ils n'existent pas. Ensemble, au SCFP et avec nos alliés, nous continuerons à protéger les ressources et les services d'eau, pour les générations futures et pour la planète. L'eau publique est un droit fondamental!

Veuillez recevoir, consœurs et confrères, nos salutations solidaires.

Le président national,

Paul Moist

PAUL MOIST

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

*mlb/sepb491